

**GRAND PORT FLUVIO-MARITIME DE L'AXE SEINE
DIRECTION TERRITORIALE DU HAVRE
(Maitre d'Ouvrage)**

**DIRECTION DE LA MAITRISE D'ŒUVRE ET DE L'INGENIERIE
Service Bâtiments, Terre-pleins et Infrastructures
Terrestres
(Maître d'Œuvre)**

**NOUVELLE ECLUSE DE TANCARVILLE
REEMPLACEMENT D'UN GROUPE ELECTROGENE
AU POSTE 068**

REGLEMENT DE CONSULTATION (RC)

Consultation relative à un Appel d'Offres Ouvert
(Articles R.2161-2 à R.2161-5 du Code de la Commande Publique)

Date limite de remise des offres : 17 décembre 2024 avant 12h00

Contenu

PREAMBULE	4
1 OBJET DE LA CONSULTATION – DISPOSITIONS GENERALES	4
2 CONDITIONS DE LA CONSULTATION	4
2.1 Etendue et mode de la consultation	4
2.2 Décomposition en tranches ou en lots	4
2.3 Prestations supplémentaires éventuelles	4
2.4 Nature de l'attributaire	4
2.5 Variantes	4
2.6 Délai d'exécution	5
2.7 Modification de détail	5
2.8 Délai de validité des offres	5
2.9 Modalités de financement et de paiement	5
2.9.1 <i>Modalités de financement</i>	<i>5</i>
2.9.2 <i>Modalités de paiement</i>	<i>5</i>
2.10 Mesures particulières concernant la sécurité et la protection de la santé	6
2.11 Documents à titre indicatif	6
3 ETABLISSEMENT ET PRESENTATION DES OFFRES	6
3.1 Candidature	6
3.2 Offre	8
3.2.1 <i>l'acte d'engagement</i>	<i>8</i>
3.2.2 <i>Le cahier des clauses administratives particulières assorti de ses 2 annexes</i>	<i>8</i>
3.2.3 <i>Le cahier des clauses techniques particulières assorti de ses 2 annexe</i>	<i>8</i>
- <i>Annexe 1 « Charte Graphique »</i>	<i>8</i>
3.2.4 <i>L'état des prix forfaitaires</i>	<i>9</i>
3.2.5 <i>Le détail estimatif</i>	<i>9</i>
3.2.6 <i>La décomposition de tous les prix forfaitaires de l'Etat des Prix Forfaitaires</i>	<i>9</i>
3.2.7 <i>le mémoire technique d'exécution</i>	<i>9</i>
3.2.8 <i>l'(les) attestation(s) d'assurance</i>	<i>9</i>
3.2.9 <i>le bon de visite du site concerné par la présente consultation</i>	<i>9</i>
4 JUGEMENT DES OFFRES	9
4.1 Critère de jugements des offres	9
4.2 Demande de précisions	11
4.3 Vérification des offres et correction d'erreurs matérielles	11
4.4 Formes des décompositions et des sous-détails	11
4.5 Information des soumissionnaires	12
5 CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DES OFFRES	12

6	RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES	12
----------	---	-----------

PREAMBULE

Le marché public sera conclu avec le grand port fluvio-maritime de l'axe Seine, établissement public de l'Etat, dont le siège est situé au 71 quai Colbert, 76600 Le Havre, représenté par Florian WEYER, Directeur général délégué en charge de la Direction territoriale du Havre, domicilié Terre-plein de la barre - CS 81413 - 76067 LE HAVRE Cedex », et ci-après dénommé « HAROPA PORT | Le Havre ».

1 OBJET DE LA CONSULTATION – DISPOSITIONS GENERALES

La présente consultation concerne les travaux de remplacement d'un groupe électrogène au poste 068, situé à Tancarville de HAROPA PORT | Le Havre.

Période prévisionnelle de démarrage

A titre indicatif, l'exécution des prestations devrait débuter dans le courant du 4^{ème} trimestre 2024.

Visites obligatoires

Pour l'établissement de son offre, le candidat devra se rendre sur le site en présence du Maître d'œuvre. Lors de cette visite, un bon de visite sera établi. Les modalités de ces visites sont précisées à l'article 6 ci-après.

2 CONDITIONS DE LA CONSULTATION

2.1 Etendue et mode de la consultation

La présente consultation est lancée suivant la procédure de l'appel d'offre ouvert définie aux articles L.2124-2 ; R.2124-1 et R.2124-2.1[°] du Code de la commande publique. Elle est soumise aux dispositions des articles R.2161-2 à R.2161-5 du Code de la commande publique concernant les marchés passés suivant la procédure de l'appel d'offres ouvert.

2.2 Décomposition en tranches ou en lots

Le marché public n'est pas découpé en tranches ni décomposé en lots.

2.3 Prestations supplémentaires éventuelles

Sans objet.

2.4 Nature de l'attributaire

Le marché sera conclu soit avec un seul opérateur économique, soit avec des opérateurs économiques groupés.

L'attention des candidats est attirée sur le fait qu'en cas de groupement d'opérateurs économiques, en application des dispositions des articles R.2142-19 à R.2142-27 du Code de la commande publique, le groupement doit avoir été constitué dès le stade de la candidature, et aucune modification ne peut intervenir dans la composition du groupement entre la date de remise des candidatures et la date de signature du marché, sous réserve des dispositions de l'article R.2142-26.

Le mandataire du groupement conjoint sera solidaire, pour l'exécution du marché, de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard de l'acheteur notamment en cas de défaillance de l'un des membres du groupement.

En cas de groupement conjoint, le candidat indique dans l'Acte d'Engagement le montant et la répartition détaillée des prestations que chacun des membres du groupement s'engage à exécuter.

2.5 Variantes

24-06 (ALS) – NOUVELLE ECLUSE DE TANCARVILLE - REMPLACEMENT D'UN GROUPE ELECTROGENE AU POSTE 068 - RC

Les variantes ne sont pas autorisées.

2.6 Délai d'exécution

Les soumissionnaires devront préciser le délai global d'exécution des travaux dans le cadre de l'acte d'engagement (article 3).

Toutefois, il est précisé que le délai global maximum d'exécution des travaux souhaités par HAROPA PORT | Le Havre est de trente-deux (32) semaines.

Cet élément sera retenu comme critère de jugement des offres.

2.7 Modification de détail

HAROPA PORT – Le Havre se réserve le droit d'apporter au plus tard six (6) jours avant la date limite fixée pour la remise des offres, des modifications de détail au dossier de consultation. Les soumissionnaires devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

2.8 Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé dans le cadre de l'Acte d'Engagement à cent quatre-vingt (180) jours à compter de la date limite fixée pour la remise des offres.

2.9 Modalités de financement et de paiement

2.9.1 Modalités de financement

Les prestations faisant l'objet de la présente consultation seront rémunérées dans le cadre du budget d'investissement de HAROPA PORT – Le Havre et seront financées totalement par HAROPA PORT – Le Havre.

Le titulaire a la possibilité de céder ou de nantir sa(leur) créance. L'exemplaire unique du marché est délivré, sur sa demande, au titulaire du marché.

2.9.2 Modalités de paiement

Les travaux faisant l'objet du marché seront réglés par acomptes tel que prévu à l'article 3.3.3 du CCAP.

Les prix sont fermes et actualisables, sur la base de l'index BT47 « Electricité », dans les conditions fixées à l'article 3.4.4 du CCAP.

Une retenue de garantie de 5% sera appliquée sur chaque acompte dans les conditions prévues au 5.1 du CCAP. Cette retenue de garantie pourra, au gré du titulaire, être remplacée par une garantie à première demande.

Sauf refus du titulaire, il est prévu le versement d'une avance dans les conditions fixées à l'article 5.2 du CCAP et aux articles R.2191-3 à R.2191-19 du Code de la Commande Publique.

Le mode de règlement choisi par le Maître d'Ouvrage est le virement à trente (30) jours à compter de la réception de la facture.

2.10 Mesures particulières concernant la sécurité et la protection de la santé

Les prescriptions particulières d'hygiène et de sécurité relatives aux travaux effectués dans un établissement par une Entreprise extérieure, prévues par le décret n° 2008-244 du 7 mars 2008 (articles R4512-6 à R4512-12 du Code du Travail), le décret 92-158 du 20 février 1992, l'arrêté du 19 mars 1993 et l'arrêté du 26 avril 1996, s'appliquent au présent marché. Les Entreprises seront tenues de se conformer aux obligations prévues par ladite réglementation. Le CCTP précise, le cas échéant, les dispositions particulières à prendre pour l'établissement et l'application du plan de prévention.

2.11 Documents à titre indicatif

Les documents énumérés ci-dessous ont été remis à l'Entrepreneur afin d'étudier son offre ou les dispositions particulières d'exécution des travaux ou constructives des ouvrages :

- Annexe 2 du CCTP « Plan d'implantation du groupe électrogène ».
- Annexe 1 du CCAP « Rapport de diagnostic plomb avant travaux du poste 068 0002H_RPAT_230224_AP ».
- Annexe 2 du CCAP « Rapport de diagnostic amiante avant travaux du poste 068 0002H_RAAT_081123_AA ».

Les renseignements donnés dans ces documents doivent être vérifiés par le titulaire et ne sauraient d'aucune façon engager la responsabilité du Maître d'Ouvrage ou être mis en avant pour obtenir une prolongation du délai d'exécution ou une rémunération complémentaire au marché, quelles que puissent être les conséquences des erreurs d'interprétation de l'Entrepreneur.

D'une manière générale, tous les éléments qui ne sont pas spécifiés ci-dessus comme contractuels sont réputés être donnés à titre indicatif.

3 ETABLISSEMENT ET PRESENTATION DES OFFRES

Le dossier de consultation est mis gratuitement à la disposition des candidats sous format dématérialisé sur le profil d'acheteur : <https://www.marches-publics.gouv.fr> dans les conditions qui y sont précisées.

Ceux-ci pourront s'authentifier sur le site et indiquer une adresse courriel permettant de façon certaine une correspondance électronique, notamment pour l'envoi d'éventuels compléments, précisions ou rectifications.

L'adresse courriel utilisée par les entreprises pour le dépôt de leur candidature et de leur offre sur le profil d'acheteur sera l'adresse exclusivement retenue pour tous les échanges avec accusé de réception électronique entre HAROPA PORT | Le Havre et les entreprises, au cours de la procédure de passation.

Seul fait foi le document papier dont l'exemplaire original est conservé dans les archives de HAROPA PORT – Le Havre. En conséquence, le Maître d'Ouvrage ne pourra être tenu pour responsable des erreurs, anomalies ou omissions qui pourraient être relevées sur ce support numérique.

Les offres des soumissionnaires ainsi que les documents associés seront entièrement rédigés ou traduits en langue française. Cette obligation porte également sur tous les documents techniques justifiant de la conformité d'un produit à une norme ou d'une marque de qualité non française dont l'équivalence est soumise à l'appréciation du Maître d'Ouvrage.

3.1 Candidature

Dans le cas d'un mandat donné à une entreprise ayant pour activité le dépôt de plis par voie dématérialisée pour le dépôt électronique, joindre l'acte d'habilitation du mandataire.

Le Document Unique de Marché Européen (DUME) conformément à l'article R.2143-4 du Code de la commande publique **ou Les formulaires CERFA** (Lettre de candidature – habilitation du mandataire par ses co-traitants : DC1 - Déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement : DC2) comportant les éléments ci-après et accompagnés des justificatifs correspondants :

1°) Situation Personnelle

Pour les groupements, si la candidature et/ou les offres ne sont pas présentées par l'ensemble des membres du groupement, le mandataire dûment habilité devra justifier des habilitations nécessaires pour représenter les entreprises au stade de la passation du marché conformément aux dispositions de l'article R.2142-23 du Code de la commande publique.

- Les documents relatifs aux pouvoirs de la personne physique ayant le pouvoir d'engager le candidat individuel ou le membre du groupement,
- Si le candidat est en redressement judiciaire, la justification de l'habilitation à poursuivre ses activités pendant la durée prévisible d'exécution du marché public ou de l'accord-cadre.

En application des dispositions des articles L.2141-12 et L.2195-4 du Code de la commande publique, en cas d'inexactitude des renseignements mentionnés, aux articles L.2141-1 à L.2141-11 de ce même Code, le marché sera résilié aux torts du titulaire, après mise en demeure restée infructueuse sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité ; si le marché a fait l'objet d'un commencement d'exécution, le Maître d'Ouvrage se réserve le droit d'en faire poursuivre l'exécution aux frais et risques de l'entrepreneur, en application des dispositions de l'article 50.3.1 du CCAG Travaux.

2°) Capacité économique et financière :

- Une déclaration concernant le chiffre d'affaires global du candidat et, le chiffre d'affaires du domaine d'activité faisant l'objet du marché public, portant au maximum sur les trois derniers exercices disponibles en fonction de la date de création de l'entreprise ou du début d'activité de l'opérateur économique, dans la mesure où les informations sur ces chiffres d'affaires sont disponibles ;

3°) Capacités techniques du candidat :

- Une déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat (en particulier, les effectifs possédant l'habilitation électrique H2V-H2, B2V-B2, conformément à la norme NF C18-510), ainsi que l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années disponibles.
- Une déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le prestataire dispose pour la réalisation de marchés de même nature.
- Présentation d'une liste des travaux notamment en installation et raccordement de groupes électrogènes et raccordement de Tableau Général Basse Tension exécutés au cours des cinq dernières années disponibles, appuyée d'attestations de bonne exécution pour les travaux les plus importants. Ces attestations indiquent le montant, la date et le lieu d'exécution des travaux et précisent s'ils ont été effectués selon les règles de l'art et menés régulièrement à bonne fin.

Certificats de qualifications professionnelles :

- le(s) certificat(s) de **QUALIFELEC INDICE E3 Classe 4**

Toutefois en l'absence de certificat le candidat pourra apporter la preuve de sa capacité par tous moyens de preuve équivalents notamment par des certificats d'identité professionnelle ou des références de travaux attestant de la compétence de l'opérateur économique à réaliser la prestation pour laquelle il se porte candidat ainsi que les certificats équivalents d'organismes établis dans d'autres Etats membres ;

INDICE E3 : L'entreprise, après conception et étude réalisées par ses soins, doit justifier par ses propres références qu'elle réalise des travaux d'installation d'équipement électrique dans tous locaux et emplacements sans distinction d'usage et destinés à la réalisation d'équipements électriques tels que : substitution de source, traitement de la continuité et l'immunité des systèmes.

La puissance distribuée ne doit pas être inférieure à 400 kVA gérés.

L'entreprise met en œuvre tous systèmes et procédés associés, chargés de la protection, de la commande et de la gestion technique des réalisations citées ci-dessus, ainsi que la maintenance et l'entretien de ces dernières.

Classe 4 : 50 exécutants et plus.

En cas d'impossibilité pour les candidats de produire les documents cités ci-avant, ceux-ci pourront justifier de leur capacité financière et technique par tous moyens.

Conformément aux dispositions de l'article R.2142-3 du Code de la commande publique, les candidats sont informés que pour justifier de leurs capacités professionnelles, techniques et financières, ils peuvent demander à ce que soient également prises en compte les capacités professionnelles, techniques et financières d'un ou plusieurs opérateurs économiques (co-traitants, sous-traitants...). Il leur appartient dès lors de demander à l'appui de leur candidature que soient prises en compte les capacités de ce(s) opérateur(s) économique(s) et de justifier ainsi du fait qu'ils en disposent pour l'exécution du marché. Cette preuve peut être apportée par tout moyen approprié conformément à aux articles R.2143-11 et R.2143.12 du Code de la commande publique.

3.2 Offre

Les documents seront établis dans les conditions définies ci-après :

3.2.1 l'acte d'engagement

Ce document devra être complété par le représentant qualifié de l'entreprise soumissionnaire, ou de chacune des entreprises groupées. Dans cette seconde hypothèse, le mandataire du groupement devra dans son offre joindre un mandat de la part de ses co-traitants l'habilitant à le faire.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que s'ils veulent renoncer au bénéfice de l'avance éventuellement prévue à l'article 5.2 du CCAP, ils doivent le préciser à l'article 4 de l'acte d'engagement.

A cet acte d'engagement sont jointes deux annexes :

- annexe 1 : un relevé d'identité bancaire au format IBAN/BIC

En cas de groupement, et pour des entreprises désirant être payées séparément, chacun des membres du groupement devra joindre un relevé d'identité bancaire au format IBAN/BIC.

- annexe 2 : Déclaration de sous-traitance (DC4),

Cette annexe à l'acte d'engagement en cas de sous-traitance à compléter et y joindre : la déclaration du candidat- formulaires DC2 – les certificats fiscaux et parafiscaux ainsi que ses capacités professionnelles conformément au paragraphe 3°) ci-avant. Chaque sous-traitant présenté devra faire l'objet d'un DC4 distinct. Que les sous-traitants soient désignés ou non au marché, le concurrent devra indiquer dans l'acte d'engagement le montant des prestations qu'il envisage de sous-traiter.

3.2.2 Le cahier des clauses administratives particulières assorti de ses 2 annexes

- Annexe 1 « Rapport de diagnostic plomb avant travaux du poste 068 0002H_RPAT_230224_AP ».
- Annexe 2 « Rapport de diagnostic amiante avant travaux du poste 068 0002H_RAAT_081123_AA ».

3.2.3 Le cahier des clauses techniques particulières assorti de ses 2 annexes

- Annexe 1 « Charte Graphique »
- Annexe 2 « Plan d'implantation du groupe électrogène ».

3.2.4 L'état des prix forfaitaires

Cadre ci-joint, au format Excel, à compléter et à dater.

3.2.5 Le détail estimatif

Cadre ci-joint, au format Excel, à compléter et à dater.

3.2.6 La décomposition de tous les prix forfaitaires de l'Etat des Prix Forfaitaires

A fournir par le candidat et sera établi suivant les indications mentionnées à l'article 4 du présent règlement.

3.2.7 le mémoire technique d'exécution

Le soumissionnaire joindra à son offre un **mémoire technique** des dispositions qu'il se propose d'adopter pour l'exécution des prestations. Ce document, établi par le soumissionnaire, comprendra tous les documents de nature à expliciter son offre, et en particulier :

- **Une documentation technique détaillée** du matériel proposé (groupe électrogène).
- **Une note méthodologique accompagnée d'un programme d'exécution des ouvrages** (planning à barres) détaillant les modalités d'intervention envisagées, la durée prévisionnelle des différentes phases du chantier, les moyens humains et matériels affectés et les consignations jusqu'à la réception du marché.
- **Un plan de retrait de l'amiante**

3.2.8 l'(les) attestation(s) d'assurance

Les assurances exigées sont précisées à l'article 11 du CCAP

3.2.9 le bon de visite du site concerné par la présente consultation.

Ce bon de visite sera délivré et visé par un représentant de HAROPA PORT – Le Havre lors de la visite mentionnée à l'article 6 du présent document.

Il est à noter que le maintien en exploitation du site pendant les travaux est impératif.

A défaut par les soumissionnaires d'avoir remis avec leur offre un Acte d'Engagement accompagné de tous les éléments de prix, il sera fait application des dispositions de l'article R.2152-2 du Code de la Commande Publique.

Conformément aux dispositions de l'article R.2161-5 du Code de la commande publique, l'acheteur pourra demander aux soumissionnaires tout élément de nature à préciser la teneur de leur offre.

4 JUGEMENT DES OFFRES

4.1 Critère de jugements des offres

La personne habilitée à représenter l'acheteur attribuera le marché au soumissionnaire dont l'offre est économiquement la plus avantageuse, en se fondant sur les critères et pondérations indiqués ci-après et classés par ordre décroissant d'importance :

- | | |
|---------------------------------|------------|
| - Prix des prestations : | 70 points. |
| - Valeur technique : | 20 points. |
| - Délai d'exécution : | 10 points. |

Le marché sera attribué à l'offre ayant obtenu la meilleure note résultant de l'analyse par pondération des différents critères dont les modalités sont définies ci-après.

Chaque critère sera noté comme suit :

- **Critère n°1 : Le prix des prestations (70 points)** : la note relative à ce critère sera attribuée à chaque soumissionnaire au prorata de l'écart entre son offre et l'offre moins-disante (sous réserve que cette offre n'ait pas été jugée anormalement basse) et calculée selon la formule suivante :

$$\text{Note} = \frac{\text{Offre la moins-disante} \times 70}{\text{Offre du soumissionnaire}}$$

L'offre la moins-disante obtenant la note de 70 points.

- **Critère n°2 : La valeur technique de l'offre (20 points)** : sera jugée sur la base des sous-critères d'appréciation définis ci-après en fonction des éléments figurant au mémoire technique à savoir :
 - **Sous-critère 2.1** : Méthodologie de l'entreprise autour des enjeux environnementaux notamment la gestion des déchets amiantés (10 points) ;
 - **Sous-critère 2.2** : Les modalités d'intervention envisagées, la durée prévisionnelle des différentes phases du chantier, l'organisation, les effectifs, le matériel affectés et les consignations jusqu'à la réception du marché (10 points).

Chaque sous-critère sera évalué par application d'une note variable appréciée comme suit :

0% = Information inexistante
 25% = Offre peu satisfaisante
 50% = Offre moyennement satisfaisante
 75% = Offre satisfaisante
 100% = Offre très satisfaisante

La note « critère technique » attribuée à chaque soumissionnaire sera donc établie de la sorte :

<p align="center">Note Valeur technique sur 20 points = Note « sous-critère 2.1 » (sur 10 points) + note « sous-critère 2.2 » (sur 10 points)</p>

- **Critère n°3 : Le délai d'exécution (10 points)** : la note relative à ce critère sera attribuée à chaque soumissionnaire sur la base du délai d'exécution renseigné par le soumissionnaire à l'article 3 de l'Acte d'Engagement. La note attribuée à chaque soumissionnaire sera calculée selon la formule suivante :

$$\text{Note} = \frac{\text{Délai le plus court proposé} \times 10}{\text{Délai du soumissionnaire}}$$

Le délai le plus court proposé étant affecté de la note maximale (10 points).

Note finale d'évaluation

La note finale attribuée à chaque soumissionnaire sera donc établie de la sorte :

<p align="center">Note du soumissionnaire sur 100 = Note prix sur 70 points + note valeur technique sur 20 points + note délai sur 10 points</p>
--

Si le titulaire pressenti ne fournit pas les certificats, attestations ou déclarations nécessaires à la recevabilité de sa candidature (à l'exclusion des documents mentionnés à l'article D.113-14 du Code des relations entre le public et l'administration) dans un délai de dix (10) jours à compter de la demande qui lui en sera faite, conformément aux articles R.2144-1 à R.2144-7 du Code de la commande publique, son offre sera rejetée. Dans ce cas, l'élimination du soumissionnaire sera prononcée par la personne habilitée à représenter l'acheteur qui présentera la même demande au soumissionnaire suivant dans le classement des offres.

Dans ce cadre, le titulaire sera invité à signer soit électroniquement, soit de façon manuscrite le marché public. L'original du marché public sera conservé HAROPA PORT | Le Havre. Le marché public sera notifié par voie dématérialisée sur le profil d'acheteur : <https://www.marches-publics.gouv.fr>.

La personne habilitée à représenter l'acheteur pourra à tout moment mettre fin à la procédure pour des motifs d'intérêt général.

4.2 Demande de précisions

Les soumissionnaires pourront être appelés à préciser ou compléter par écrit la teneur de leur offre.

4.3 Vérification des offres et correction d'erreurs matérielles

En cas de discordance constatée dans une offre, les indications portées en lettres sur l'état des prix forfaitaires prévaudront sur toutes autres indications de l'offre et le montant du Détail Estimatif sera rectifié en conséquence. Les erreurs de multiplication, d'addition ou de report qui seraient constatées dans ce Détail Estimatif seront également rectifiées et, pour le jugement des offres, c'est le montant ainsi rectifié du Détail Estimatif qui sera pris en considération.

Si des erreurs de multiplication, d'addition ou de report sont constatées dans la décomposition d'un prix forfaitaire figurant dans l'offre d'un soumissionnaire, le montant de ce prix ne sera pas rectifié pour le jugement de la consultation.

Toutefois, si l'entrepreneur concerné est sur le point d'être retenu, il sera invité à rectifier cette décomposition ou ce sous-détail pour le mettre en harmonie avec le prix forfaitaire ou le prix unitaire correspondant ; en cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

4.4 Formes des décompositions et des sous-détails

HAROPA PORT – Le Havre se réserve la possibilité, pour le jugement des offres, de demander aux soumissionnaires une décomposition complémentaire d'un ou plusieurs des prix forfaitaires de l'état des prix forfaitaires, ainsi qu'un sous-détail complémentaire d'un ou de plusieurs des prix unitaires du bordereau des prix unitaires. A défaut par le soumissionnaire de remettre cette décomposition ou ce sous-détail dans le délai figurant sur la demande qui lui en aura été faite, HAROPA PORT – Le Havre pourra décider de ne pas prendre en considération l'offre du soumissionnaire.

Toute décomposition de prix forfaitaire demandée sera présentée sous la forme d'un détail estimatif comprenant pour chaque nature d'ouvrage ou chaque élément d'ouvrage la quantité à exécuter prévue par le soumissionnaire et le prix de l'unité correspondant, limité aux déboursés ou frais directs ; il sera en outre, précisé quel est, pour les prix d'unité en question, le pourcentage de frais généraux et impôts et taxes autres que la T.V.A., ainsi que la marge pour risques et bénéfice exprimée en pourcentage de l'ensemble des deux postes précédents.

4.5 Information des soumissionnaires

En application des dispositions des articles R.2181-1 du Code de la commande publique, à l'issue du jugement des offres, les soumissionnaires écartés seront avisés individuellement du nom et des notes obtenues par l'attributaire ainsi que du montant du marché.

Conformément aux dispositions de l'article R421-1 du code de justice administrative (Décret n° 2015-1717 du 22 décembre 2015), les soumissionnaires sont informés qu'ils disposent d'un délai de deux (2) mois à compter de la notification de la décision de la personne habilitée à représenter l'acheteur de rejet de leur offre pour se pourvoir devant le tribunal administratif compétent.

5 CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DES OFFRES

Les offres administratives et financières devront parvenir au plus tard au jour indiqué sur la page de garde du présent règlement par voie dématérialisée sur le profil d'acheteur suivant : <https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=Entreprise.EntrepriseAdvancedSearch&AllCons&id=2641567&orgAcronyme=d4t> dans les conditions qui y sont indiquées.

Il est précisé que la plateforme ne limite pas la taille du dossier qui peut y être déposé et que les formats de fichier suivants sont acceptés : .doc, .xls, .pdf, .ppt, .dwg, .jpeg, .mpeg, .AVI, .docx.

En cas de difficultés pour le dépôt d'une offre, les soumissionnaires peuvent se rapprocher de la plateforme des achats, dans les conditions suivantes :

Adresse Internet : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Pour rappel, la signature électronique n'est pas exigée.

Les soumissionnaires pourront en plus de l'envoi électronique envoyer une copie de sauvegarde au format papier ou électronique physique (USB, CD ...) en précisant sur l'enveloppe extérieure « **COPIE DE SAUVEGARDE** » à l'adresse postale précisée ci-dessous :

HAROPA PORT – Le Havre
Service des Achats et de la commande publique – Pôle commande publique
Centre administratif - Terre-plein de la Barre
CS 81413
76067 LE HAVRE CEDEX

Cette copie ne sera valable que si elle respecte la date et l'heure limite de remise des offres.

6 RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

Pour obtenir tous les renseignements complémentaires (administratifs et techniques) qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront faire parvenir leur demande par voie dématérialisée sur le profil d'acheteur.

- Pour les questions administratives, il est également possible de contacter le Secrétariat du Service des Achats et de la commande publique - Pôle commande publique par téléphone au 02.32.74.69.58.
- Pour les questions techniques, celles-ci devront parvenir au plus tard (8) jours avant la date limite de remise des offres, obligatoirement par demande écrite.

Une réponse sera alors adressée à tous les candidats, au plus tard six (6) jours avant la date limite fixée pour la réception des offres initiales. Si cette date est reportée, la date limite de dépôt des questions sera reportée en conséquence.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que, compte tenu de la spécificité des prestations à effectuer, une visite est obligatoire. La visite sera organisée sur rendez-vous, tous les jours ouvrés, du Lundi 4 novembre 2024 au Vendredi 15 novembre 2024, de 9h à 16h et donnera lieu à la délivrance d'un « bon de visite » signé et daté par le représentant de HAROPA PORT | Le Havre et par le candidat.

Il est précisé que les candidats n'ayant pas pris part à la visite durant la période définie ci-dessus verront leur offre écartée.

Pour prendre rendez-vous, les candidats devront s'adresser à :

HAROPA PORT | Le Havre
Monsieur Anthony LEBOURGEOIS
Centre administratif
BTP ELEC– Service Bâtiments, Terre-Pleins et Infrastructures Terrestres
Terre-plein de la Barre - CS 81413
76067 LE HAVRE CEDEX
Tél : 06-60-39-79-35
Courriel : anthony.lebourgeois@haropaport.com